

Brochure n° 3240

**Convention collective nationale**

IDCC : 1487. – **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**  
**(Commerce de détail)**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Mai 2005)**

---

**AVENANT N° 16 DU 20 MARS 2006**  
**RELATIF À LA MISE À LA RETRAITE**

NOR : *ASET0650516M*

IDCC : *1487*

---

En application de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, les partenaires sociaux décident de modifier l'article 24 « Départ et mise à la retraite », en remplaçant les titres des paragraphes 1 et 2 et en modifiant le point 1 du paragraphe 2.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 24*

**Article 24**

*Départ et mise à la retraite*

I. Départ à la retraite : initiative du salarié.

II. Mise à la retraite : initiative de l'employeur.

1. La mise à la retraite, à partir de 60 ans et au plus tard à 65 ans, ne peut intervenir que si le salarié bénéficie d'une retraite à taux plein au sens de la sécurité sociale et peut faire liquider sans abattement les retraites complémentaires. Le salarié peut s'opposer, par écrit, à la décision de l'employeur de procéder à sa mise à la retraite dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre de notification de ladite mise à la retraite, laquelle deviendra, de ce fait, sans objet. La lettre de notification de mise à la retraite doit indiquer, outre le droit du salarié de s'opposer à sa mise à la retraite, les conditions financières et fiscales applicables à la mise à la retraite à l'initiative de l'employeur.

La mise à la retraite ne peut intervenir que si elle s'accompagne de l'une des contreparties suivantes :

- conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée ;
- conclusion d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation conclu dans un délai de 6 mois avant ou après la date effective de la mise à la retraite, à condition que ces contrats s'ils sont à durée déterminée soient suivis d'un contrat à durée indéterminée et que l'éventualité d'une transformation de ce contrat en contrat en durée indéterminée figure au contrat initial ;
- transformation d'un CDD en CDI ;
- transformation de contrats CDI à temps partiel en CDI à temps complet ;
- évitement d'un licenciement pour motif économique.

La somme des durées contractuelles mensuelles correspondant à l'embauche ou aux embauches, transformation(s) dans la limite de 2 effectives, doit être égale à la durée contractuelle du travail du salarié mis à la retraite.

2. La mise à la retraite ouvre droit au versement d'une indemnité de licenciement prévue à l'article 23 de la présente convention, à l'exclusion de toute autre.

## **Article 2**

### *Portée de l'accord*

Aucun accord de quelque nature que ce soit ne peut déroger au présent texte.

## **Article 3**

L'avenant est applicable à compter du premier jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

### Publicité. – Extension

Le présent texte, conclu pour une durée indéterminée, sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature fixée du 6 mars au 20 mars 2006.

Il sera déposé en 5 exemplaires originaux à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 18, avenue Parmentier, 75011 Paris et au conseil de prud'hommes de Paris, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, décomptés à partir de la date de réception la plus tardive des lettres recommandées avec accusé de réception le notifiant. Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Fait à Paris, le 20 mars 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

Syndicat Saint-Eloi, union du commerce de l'horlogerie, bijouterie,  
joaillerie, orfèvrerie et accessoires ;

Fédération nationale HBJO.

**Syndicats de salariés :**

Fédération des services CFDT ;

CFTC-CSFV.